

Lors des réunions qu'ils ont tenues en octobre dernier à Vancouver et au Lac Okanagan, le premier ministre et les autres chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu de mesures de lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud et ils ont établi un Comité de ministres des Affaires étrangères afin d'assurer la mise en oeuvre dynamique de leurs décisions. J'ai l'honneur de présider ce Comité et je prends la parole pour rendre compte à la Chambre de sa première réunion, qui s'est déroulée plus tôt cette semaine à Lusaka, en Zambie. En premier lieu, je tiens à indiquer que le Canada est profondément reconnaissant au gouvernement de la Zambie de l'excellence avec laquelle il a organisé cette réunion.

Le Comité est composé des ministres des Affaires étrangères de l'Australie, du Canada, du Guyana, de l'Inde, du Nigéria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. A Vancouver, le Royaume-Uni a décidé de ne pas se faire représenter au sein du Comité, bien que la Grande-Bretagne contribue à d'autres volets du Programme du Commonwealth contre l'apartheid. C'est ainsi, par exemple, que la Grande-Bretagne et le Canada seront les principaux bailleurs de fonds de la deuxième phase du projet de remise en état de la ligne ferroviaire de Limpopo, au Mozambique. La Grande-Bretagne, la Tanzanie, le Zimbabwe et le Malawi participent à la tâche tout aussi importante qui consiste à protéger les axes de transport contre des actes terroristes visant à perturber le trafic.

La formule la plus prometteuse en vue de l'élimination de l'apartheid, c'est le concept de négociation mis au point par le Groupe des personnalités éminentes, que le premier ministre et d'autres dirigeants du Commonwealth avaient constitué à Nassau. Conscient des obstacles actuels, notre Comité oeuvrera en vue de favoriser l'avènement d'une conjoncture permettant à ce concept de négociation de porter ses fruits.

M. le président, permettez-moi de faire état de la campagne de défense de l'apartheid. Elle est systématique et bien orchestrée; le gouvernement de l'Afrique du Sud lui accorde une importance prioritaire et elle recueille, pour des motifs divers, l'appui d'entreprises et d'organisations qui ont des intérêts considérables dans ce pays. Chez certains Sud-Africains, la résistance au changement est aggravée par la peur, peur de se voir brutalement déracinés et peur de voir anéantie la vigoureuse économie qu'ils ont édifiée. La conjugaison de cette puissance et de cette peur est formidable, aussi bien en soi que par la réaction qu'elle suscite.

Quelles que soient les autres leçons qu'on puisse tirer de l'histoire de l'Afrique, un fait constant s'en dégage: lorsque l'avènement du gouvernement par la majorité n'a pu se faire par la négociation, il est survenu par la violence, une violence nourrie des frustrations de majorités auxquelles on ne pouvait pas refuser indéfiniment le droit